



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

situation à Calais et politique migratoire

Question au Gouvernement n° 475

Texte de la question

SITUATION À CALAIS ET POLITIQUE MIGRATOIRE

M. le président. La parole est à Mme Jacqueline Maquet, pour le groupe La République en marche.

Mme Jacqueline Maquet. Monsieur le Premier ministre, ma question porte sur les annonces faites hier par le Président de la République. J'y associe mes collègues de la majorité élus dans le Pas-de-Calais.

La venue du Président de la République à Croisilles et à Calais hier a été un acte fort, symbole de la volonté de l'État dans un contexte migratoire qui reste tendu. Calais souffre d'une situation de tension migratoire structurelle, de Sangatte à la jungle de Calais, qui a connu un pic à 8 200 migrants. Comme l'a dit le Président de la République, nous devons concilier le respect de l'État de droit, la sécurité et l'humanité.

Respect de l'État de droit, avec une augmentation substantielle des dispositifs de l'État, alors que plus de 115 000 tentatives de passage vers l'Angleterre ont été déjouées en 2015. À cet égard, l'annonce d'une prime exceptionnelle pour les agents de sécurité du Calais est bienvenue, tant leur travail au quotidien est précieux ; nous devons les en remercier. De même, remercions les maires qui, comme celui de Croisilles, ont eu le courage d'ouvrir des structures d'accueil et des CAES – centres d'accueil et d'examen des situations.

Sécurité, tant pour les habitants de ce territoire qui pâtissent de cette situation que pour les réfugiés et les migrants. L'objectif de diminution du temps d'obtention de l'asile est donc un impératif.

Humanité et dignité, enfin, car, si migrants, réfugiés et mineurs isolés recouvrent des situations et chemins de vie divers, ils ont en commun d'avoir sacrifié les économies d'une vie pour fuir la misère et la guerre, et d'avoir été les victimes de passeurs sans scrupules. Comment peut-on penser que leur seul but est de finir dans la lande de Calais, en marge de la société ? La France ne peut jeter un voile de pudeur sur ce drame humain.

Monsieur le Premier ministre, si les reconductions dans le cadre des accords de Dublin – qui doivent être améliorés – sont nécessaires, comment l'État compte-t-il concilier cela avec le devoir d'humanité qui est celui de la France ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe REM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Un député du groupe LR . Et des nouveaux impôts !

Mme Jacqueline Gourault, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur. Madame Maquet, la situation en matière d'immigration a représenté et représente encore un véritable défi pour les services de l'État. Tout le monde a en mémoire, comme vous l'avez d'ailleurs expliqué, les pics de tension qu'a connus ce territoire

en la matière. Même si la population en transit est désormais en baisse, même s'il n'y a plus de bidonville ni de campement organisé, il faut bien sûr continuer à travailler sur la situation dans le Calais, à la fois pour mieux maîtriser et orienter les migrants et pour protéger les populations.

Tout cela demande beaucoup de travail. Il faut notamment améliorer l'accueil au sein des CAES, que vous avez mentionnés, où ont été accueillies 621 personnes en provenance du Pas-de-Calais, dont 399 en provenance de Calais.

Il est aussi très important de poursuivre les maraudes quotidiennes effectuées par l'OFII – Office français de l'immigration et de l'intégration – et l'Audasse, lien entre l'État et les associations. Ainsi, 80 personnes ont été rencontrées cette semaine. Chaque semaine, un agent de l'OFII passe dans les CAES pour informer les migrants des procédures, notamment du retour volontaire. Afin de soutenir les associations, l'État prendra en charge les repas distribués aux migrants. Il faut aussi continuer à améliorer la sécurité pour les riverains : 1 130 policiers et gendarmes sont présents à Calais.

Enfin, il faut mener une action internationale, notamment en renégociant les accords du Touquet. Le Président de la République se rendra demain à Londres pour discuter de la question avec son homologue britannique, afin de s'assurer que, à l'avenir, le Royaume-Uni prenne toute sa part de responsabilité dans la gestion de la situation dans le Calais. (*Applaudissements sur les bancs du groupe MODEM et sur plusieurs bancs du groupe REM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Jacqueline Maquet](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (2^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 475

Rubrique : Immigration

Ministère interrogé : Intérieur (Mme la ministre auprès du ministre d'État)

Ministère attributaire : Intérieur (Mme la ministre auprès du ministre d'État)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 janvier 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 janvier 2018](#)